



Semaine du 15 au 21 novembre 2021

A la Une	Parlement	Nominations
Bilan de la COP 26 : les principaux engagements de la France et l'adoption du Pacte de Glasgow	<p>Sénat : Questions écrites du 11 novembre 2021</p> <p>Sénat : Réponses aux questions écrites du 11 novembre 2021</p> <p>Assemblée nationale : Questions écrites du 16 novembre 2021</p> <p>Assemblée nationale : Réponses aux questions écrites du 16 novembre 2021</p> <p>Sénat : Questions écrites du 18 novembre 2021</p> <p>Sénat : Réponses aux questions écrites du 18 novembre 2021</p>	<p>Gouvernement / Parlement / Institutions</p> <p>Parties prenantes</p>

A la Une

Bilan de la COP 26 : les principaux engagements de la France et l'adoption du Pacte de Glasgow

La 26^{ème} Conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 26) a [eu lieu](#) à Glasgow du 31 octobre au 13 novembre 2021.

Depuis 1995, ce sommet réunit annuellement les États signataires de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). Cette année, 196 pays étaient rassemblés pour lutter contre le réchauffement climatique.

Pendant ces deux semaines de négociations, la France, qui [entendait](#) « réaffirmer à Glasgow qu'elle est un acteur majeur de la lutte contre le changement climatique », s'est engagée dans plusieurs coalitions concernant :

- [La fin des financements de projets d'exploitation d'énergies fossiles à l'étranger](#)
- La réduction de la production de pétrole et de gaz ([Coalition Beyond Oil and Gas](#))
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur aérien ([International Aviation Climate Ambition Coalition](#)), du transport routier ([appel à l'action sur les infrastructures de recharge pour véhicules électriques](#)) et du transport maritime ([Because the Ocean](#) et [Clydebank Declaration](#))
- L'accélération des investissements pour les réseaux électriques verts ([Green Grids Initiative](#))
- La réduction des émissions de méthane ([Global Methane Pledge](#))
- Le soutien à l'innovation et aux technologies propres dans les pays en développement ([Glasgow Breakthroughs](#)) et le [soutien financier à la transition énergétique en Afrique du Sud](#)

Le 13 novembre, la COP 26 a [abouti](#) à l'adoption du Pacte de Glasgow pour le climat. Le texte prévoit « la finalisation des règles d'application de l'Accord de Paris ». Cela comprend notamment le fonctionnement des marchés carbone, ainsi que le cadre de transparence concernant les efforts climatiques de chaque pays. Le Pacte de Glasgow appelle également les pays dont la contribution déterminée au niveau national (CDN) ne serait pas dans la trajectoire de l'Accord de Paris à rehausser leurs ambitions.

Par ailleurs, la déclaration mentionne pour la première fois les énergies fossiles, appelant à « intensifier les efforts vers la réduction du charbon et la sortie des subventions inefficaces aux énergies fossiles ».

Cependant, le Pacte de Glasgow ne répond pas entièrement aux ambitions qui étaient [fixées](#), et de nouvelles discussions sont déjà à l'ordre du jour de la COP27.

Réactions

Barbara POMPILI, Ministre de la Transition Ecologique, a [twitté](#) : « Dans un contexte difficile, un accord, aussi imparfait soit-il, a été trouvé avec des avancées claires et évidentes. Mais c'est un compromis qui ne permet pas encore de sécuriser une trajectoire à 1,5° ».

Bérangère ABBA, secrétaire d'État chargée de la biodiversité, a [déclaré](#) : « Sortir d'une addiction aux énergies fossiles ne se fait pas par un claquement de doigts. Nous avons besoin de trajectoires concrètes, de feuilles de route, d'accompagnement pour les pays en développement. C'est le choix de cette COP et nous pouvons tous nous en féliciter ».

L'**Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI)** a [souligné](#) : « la COP 26 n'a pas été à la hauteur de la solidarité internationale, en ne parvenant pas à compenser l'incapacité des pays développés à atteindre l'objectif symbolique de 100 milliards de dollars pour les pays en développement ».

Le **Réseau Action Climat France** a [regretté](#) : « Malgré des annonces sectorielles encourageantes en parallèle de la COP, les actions des Etats ne sont toujours pas suffisantes pour respecter l'Accord de Paris. La possibilité d'utiliser les crédits de l'ancien marché carbone de Kyoto sous le nouveau régime aura des conséquences sur la réduction globale des émissions ».

Sénat : Questions écrites du 11 novembre 2021

Question écrite [n° 25301](#) de **Mme Florence Blatrix Contat** (Ain - SER) sur **le développement du numérique et sa régulation au niveau européen.**

Question écrite [n° 25333](#) de **M. Laurent Burgoa** (Gard - Les Républicains) sur **les conséquences du développement du fret ferroviaire dans les centres-villes.**

Question écrite [n° 25336](#) de **M. Roger Karoutchi** (Hauts-de-Seine - Les Républicains) sur **la ligne Charles de Gaulle express.**

Question écrite [n° 25362](#) de **M. Bruno Belin** (Vienne - Les Républicains-R) sur **les nuisances sonores provoquées par la ligne à grande vitesse sud Europe Atlantique** ", qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Question écrite [n° 25291](#) de **M. François Bonhomme** (Tarn-et-Garonne - Les Républicains-A) sur **le nouveau diagnostic de performance énergétique (DPE).**

Question écrite [n° 25322](#) de **M. Fabien Gay** (Seine-Saint-Denis - CRCE) sur **la vente par Engie de sa filiale Equans.**

Question écrite [n° 25363](#) de **M. Patrick Chaize** (Ain - Les Républicains) sur la **politique de l'eau et lutte contre les pollutions.**

Question écrite [n° 25288](#) de **M. Pierre-Jean Verzelen** (Aisne - Les Indépendants) sur **la mise aux normes de l'assainissement non collectif des logements défectueux.**

Sénat : Réponses aux questions écrites du 11 novembre 2021

Réponse du ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales sur **la compétence d'organisation de la mobilité.**

Question écrite [n° 23948](#) de **M. Jean Louis Masson** (Moselle - NI)

Question écrite [n° 22797](#) de **M. Jean Louis Masson** (Moselle - NI)

Réponse du ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales sur **la compétence mobilité des communautés de communes.**

Question écrite [n° 22873](#) de **M. Jean-Marie Mizzon** (Moselle - UC)

Réponse du ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales sur **le tarif pour les usagers des transports en commun bénéficiaires de la couverture maladie universelle.**

Question écrite [n° 24007](#) de **M. Jean Louis Masson** (Moselle - NI)

Réponse du Ministère de la transition écologique sur **la possibilité, pour une collectivité territoriale, de reprendre à son compte une concession d'un parc hydroélectrique.**

Question écrite [n° 23328](#) de **M. Philippe Folliot** (Tarn - UC)

Réponse du ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales sur **l'enlèvement des ordures ménagères dans le cas d'une résidence secondaire.**

Question écrite [n° 24766](#) de **M. Jean Louis Masson** (Moselle - NI)

Assemblée nationale : Questions écrites du 16 novembre 2021

Question [N° 42521](#) de **Mme Sylvie Tolmont** (Socialistes et apparentés - Sarthe) sur **la rédaction du décret portant sur le cahier des charges des éco-organismes de la filière déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).**

Question [N° 42609](#) de **M. Nicolas Meizonnet** (Non inscrit - Gard) sur **la situation des abonnés SNCF « TGV Max ».**

Question [N° 42610](#) de **M. Pierre-Henri Dumont** (Les Républicains - Pas-de-Calais) sur **la suppression des arrêts Eurostar à la gare internationale de Calais-Fréthun.**

Question [N° 1558](#) de **M. Nicolas Dupont-Aignan** (Non inscrit - Essonne) sur **les dysfonctionnements persistants du dispositif MaPrimeRénov'.**

Question [N° 42529](#) de **M. Adrien Morenas** (La République en Marche - Vaucluse) sur **la réglementation de la pose de panneaux photovoltaïques dans les espaces concernés par le plan de prévention des risques d'incendies de forêts (PPRIF).**

Question [N° 42601](#) de **Mme Marie-France Lorho** (Non inscrit - Vaucluse) sur **les effets nocifs des éoliennes sur la santé des riverains.**

Question [N° 42578](#) de **Mme Sylvie Tolmont** (Socialistes et apparentés - Sarthe) sur **la prolifération des algues vertes dans la Sarthe.**

Question [N° 42596](#) de **M. Philippe Latombe** (Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés - Vendée) sur **la façon dont les grandes entreprises étasuniennes du logiciel contournent en Europe la non-brevetabilité des logiciels.**

Assemblée nationale : Réponses aux questions écrites du 16 novembre 2021

Réponse du ministère de l'Économie, des finances et de la relance sur **l'inclusion du nucléaire dans la future taxonomie énergétique.**

Question [N° 38039](#) de **M. Dominique Potier** (Socialistes et apparentés - Meurthe-et-Moselle)

Réponse du ministère de l'Économie, des finances et de la relance sur **les inquiétudes exprimées par les artisans et PME du BTP, qui subissent à la fois la très forte hausse du prix des matières premières et la pénurie de matériaux.**

Question [N° 41509](#) de **Mme Émilie Bonnivard** (Les Républicains - Savoie)

Réponse du ministère de l'Économie, des finances et de la relance sur **les fonds labellisés Relance.**

Question [N° 37654](#) de **Mme Christine Pires Beaune** (Socialistes et apparentés - Puy-de-Dôme)

Sénat : Questions écrites du 18 novembre 2021

Question écrite [n° 25421](#) de **M. Michel Canévet** (Finistère - UC) sur **la ratification par le Parlement français de l'accord signé par les 27 États membres, le 18 octobre 2021, concernant les services aériens entre le Qatar d'une part et l'Union européenne et ses États membres d'autre part.**

Question écrite [n° 25389](#) de **Mme Catherine Dumas** (Paris - Les Républicains) sur **le rétablissement du service autotrain de la SNCF.**

Question écrite [n° 25412](#) de **M. Cyril Pellevat** (Haute-Savoie - Les Républicains-R) sur **l'opportunité de remettre en service les trains de nuit sur les lignes Saint-Gervais - Paris et Bourg-Saint-Maurice - Paris avant 2026.**

Question écrite [n° 25426](#) de **M. Hugues Saury** (Loiret - Les Républicains) sur **l'offre insuffisante de billets de train sur certaines lignes ferroviaires.**

Question écrite [n° 25386](#) de **M. Jacques-Bernard Magner** (Puy-de-Dôme - SER) sur **les conditions de l'application du dispositif d'aide au paiement des factures d'énergie via le chèque énergie.**

Question écrite [n° 25405](#) de **M. Éric Gold** (Puy-de-Dôme - RDSE) sur **l'application du dispositif d'aide au paiement des factures d'énergie.**

Question écrite [n° 25425](#) de **M. Didier Mandelli** (Vendée - Les Républicains) sur **les modalités de mise en place de la filière REP (responsabilité élargie du producteur) pour les produits de construction du secteur du bâtiment prévue au 1er janvier 2022.**

Question écrite [n° 25440](#) de **M. Jean Louis Masson** (Moselle - NI) sur **les délais de paiement des subventions par l'agence nationale de l'habitat.**

Question écrite [n° 25403](#) de **Mme Catherine Belrhiti** (Moselle - Les Républicains) sur **la redevance d'assainissement payée par les usagers de l'assainissement collectif.**

Question écrite [n° 25437](#) de **M. Jean Louis Masson** (Moselle - NI) sur **les pompages abusifs dans les nappes d'eau souterraines**

Question écrite [n° 25384](#) de **M. Jean-Jacques Michau** (Ariège - SER) sur **une problématique spécifique concernant la taxation des sites de gestion des déchets sur nos territoires.**

Sénat : Réponses aux questions écrites du 18 novembre 2021

Réponse du Ministère auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance sur **le désengagement du groupe allemand Schaeffler au niveau de ses sites de production d'équipements automobiles à Calais.**

Question écrite [n° 24534](#) de **Mme Cathy Apourceau-Poly** (Pas-de-Calais - CRCE)

Question écrite [n° 19259](#) de **Mme Pascale Gruny** (Aisne - Les Républicains)

Question écrite [n° 19134](#) de **M. Jean-Marie Mizzon** (Moselle - UC)

Question écrite [n° 18488](#) de **M. Antoine Lefèvre** (Aisne - Les Républicains)

Réponse du ministère de la Justice sur **les déchets sauvages.**

Question écrite [n° 21380](#) de **M. Jean-Marie Mizzon** (Moselle - UC)

Nominations

Gouvernement / Parlement / Institutions

Sont [nommés](#) au cabinet de la secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité :

- **Laetitia PIERRAT**, conseillère parlementaire en charge des relations avec les élus locaux et la presse, à compter du 8 novembre 2021 ;
- **Nicolas BOUFFIN**, chef de cabinet adjoint, à compter du 18 octobre 2021.

Margot PROVOT est [nommée](#) conseillère parlementaire au cabinet du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports, à compter du 15 novembre 2021.

Sont [nommés](#) représentants du personnel au comité technique de l'administration centrale institué au ministère de la transition écologique et au ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Sont [nommés](#) au Conseil national de l'air :

- **Lionel BEFFRE**, préfet de Seine-et-Marne, en qualité de représentants de l'Etat et de ses organismes publics ou associés
- **Ninon LÉGÉ**, directrice adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en qualité de représentants de l'Etat et de ses organismes publics ou associés
- **Nelly LECORRE-GABENS**, cheffe du service environnement, en qualité de représentante des professionnels.

Sont [nommés](#) au Conseil national de l'air en qualité de représentants des collectivités :

- **Stéphanie MODDE**, vice-présidente de la région Bourgogne-Franche-Comté
- **Olivier BLOND**, conseiller régional de la région Ile-de-France
- **Jean-François BRIDET**, vice-président de la région Centre-Val de Loire
- **Roland MARION**, conseiller régional de la région Pays de la Loire
- **Yves TROUSSEL**, conseiller régional de la région Nouvelle-Aquitaine
- **Agnès LANGEVINE**, vice-présidente de la région Occitanie

Virginie D'ENFERT est [nommée](#) membre de la Commission Inter-Filière de Responsabilité Elargie des Producteurs.

Benoit BETTINELLI, chef de la mission sûreté nucléaire et radioprotection, est [nommé](#) secrétaire général du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Patrick DUFOUR, contrôleur général des armées en service extraordinaire, est [nommé](#) membre du conseil d'administration de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, au titre des personnalités qualifiées dans le domaine relevant de la compétence de l'établissement.

Par arrêté de la ministre de la transition écologique, **Alério NANNINI** et **Audrey CAMOIN-GERGAUD** [cessent d'être habilités à exercer](#) le contrôle des matières nucléaires.

Nathalie HOMOBONO est [nommée](#) présidente du conseil d'administration de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques.

Jean-Pascal THOMASSET et **Maria-Eugenia MIGNOT-VERSCHEURE** sont [nommés](#) membres du Conseil national de la sécurité routière en qualité de membres du Conseil économique, social et environnemental.

Par arrêté de la ministre de la transition écologique en date du 5 novembre 2021, la nomination des membres suivants de la sous-commission permanente des appareils à pression est [renouvelée](#).

Julien CUSTOT, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, est, en sus de ses fonctions, [chargé](#), par intérim, des fonctions de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (région Pays de la Loire), à compter du 1er décembre 2021.

Parties prenantes

Philippine DE SCHONEN est [nommée](#) Directrice des Relations Investisseurs de Renault Group à compter du 1er janvier 2022



Oona Bienvenu

Veille réglementaire et politique | Dods

t: +32 2 741 82 02 | e: oonabienvenu@dodsgroup.eu

www.dodsinformation.fr | www.twitter.com/TMonitoring